

Subject File

Technical Assistance,

50-03 - Judiciary Operational Services - Part C

04 (06/1963 - 29/01/1964)

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 23

FILE 5

ACC. 50-03/1.6.100



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

50-23
TT/dmp

CONFIDENTIAL

AGAO-34/63

6 September 1963

TO: Mr. S. Laurent, Senior Consultant

FROM: T. Trisciuzzi, Assistant Chief Administrative Officer
and Executive Officer, Congo Fund

SUBJECT: Payment of salaries of Magistrates of U.A.R. Nationality

1. I acknowledge your memorandum dated 5 September 1963 on the above subject.

2. I have noticed that the request was addressed to you by "Les Magistrats de Nationalité R.A.U. recrutés par l'O.N.U. au Congo." Please indicate who are the magistrates making such request as these cases are dealt on an individual basis.

3. I would like to call your attention that the persons concerned were aware of conditions for payment of their salaries by United Nations at the time they accepted their appointment.

cc: Mr. J. Schoellkopf



Confidentiel

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 5 septembre 1963

AU : Chef a.i. des Opérations Civiles
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Emoluments des Magistrats de nationalité RAU.

- 1 - Suite à la conversation entre le Chef des Opérations Civiles et Conseiller Juridique Principal, relativement à l'objet ci-dessus, j'ai l'avantage de vous transmettre la lettre du 21 août 1963 qui m'a été adressée par les magistrats de nationalité égyptienne.
....
- 2 - Les dernières nationalisations effectuées en Egypte, ont effrayé à juste titre les magistrats dont les émoluments sont jusqu'à présent versés au pays d'origine. Ils s'attendent, d'un moment à l'autre à voir l'Etat RAU prendre les mêmes mesures à l'égard des dépôts en banque de tous les ressortissants RAU.
- 3 - Le Conseiller Juridique Principal appuie favorablement la réclamation de ces magistrats, vu que des experts de la même nationalité engagés au Congo par d'autres organismes de l'ONU, ont pu faire aboutir leur demande.

Léopoldville, le 21 août 1963.-

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'O.N.U. au Congo.

De : Le Conseiller Juridique Principal -
Judicature - Ministère de la Justice

O B J E T :

Les émoluments des
magistrats de nationalité
R.A.U.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Je suis personnellement au courant que les magistrats de la République Arabe-Unie se trouvent nettement désavantagés par rapport à leurs autres collègues de nationalités différentes à cause des conditions politiques et économiques dans leur pays.-

Ces conditions font que la livre égyptienne, à part qu'elle soit inconvertible ne peut pour aucune raison être transférée hors de la R.A.U. ce qui, à l'échéance de leur terme de service initial ou renouvelé, obligera ces magistrats à rentrer dans leur pays, les privant ainsi du choix de décider librement de leur avenir. En outre ces appointements qui représentent le fruit de leur travail ne pourront pas servir à être investis dans leur propre pays étant donné que le domaine des investissements privés a pratiquement disparu par suite de l'abolition du secteur privé et la nationalisation de la quasi-totalité de l'économie égyptienne. Enfin il est probable qu'à la longue ils leur soient confisqués sous une forme ou une autre.-

Le précédent invoqué des médecins égyptiens de l'O.M.S. au Congo m'a été confirmé par le Directeur Régional de cette organisation qui est au courant des démarches entreprises par ces médecins à Genève lesquelles ont, abouti au résultat souhaité par ces derniers, à la suite de quoi plusieurs d'entre eux ont été en mesure de poursuivre leur carrière en Europe ou en Amérique.-

A mon avis, il serait équitable d'appliquer aux agents se trouvant dans une même situation une même règle et les magistrats de la R.A.U. sont dans le même cas que les médecins de la même nationalité à l'O.M.S.-

Léopoldville, le 21 août 1963.-

A Monsieur le Conseiller Juridique Principal
De : Les Magistrats de nationalité R.A.U.

O B J E T :

Les émoluments des
magistrats de nationalité
R.A.U.

Monsieur le Conseiller Juridique Principal,

Les magistrats de nationalité R.A.U. recrutés par l'O.N.U. et mis au service de la magistrature de la République du Congo, ont l'honneur de vous exposer ce qui suit :

Les traitements des exposants sont payés, dans une proportion de la moitié ou plus en monnaie égyptienne directement versée en R.A.U. et d'une autre moitié au moins en francs congolais au Congo.-

Or, aucune de ces deux monnaies n'est convertible ou a cours en dehors de ces deux pays et le régime du Contrôle des Changes appliqué en R.A.U. équivaut à un blocage total de la partie du salaire qui y est payée.-

Ainsi, ces magistrats se trouvent désavantagés et privés du droit de jouir du fruit de leur travail; situation qui a amené dernièrement l'O.M.S. à accorder à ses médecins sujets de la R.A.U. au Congo le paiement de leurs traitements en devises libres.-

Confiants en l'esprit de compréhension avec lequel l'O.N.U. examinera leur problème, les magistrats de la R.A.U. sollicitent que leurs émoluments leur soient versés en devises convertibles de manière à leur permettre d'envisager plus tranquillement leur carrière et afin que par équité une même règle régie les techniciens recrutés par ses soins et qui se trouveraient dans les mêmes conditions.-

Les Magistrats de Nationalité R.A.U.
recrutés par l'O.N.U. au Congo.-

6 SEPT

ACAO - 3463

AUGUST 13, 1963.

CAIRO TAKES OVER MORE INDUSTRIES

240 Affected by New Order
—Owners Will Get Bonds

By JAY WALZ

Special to The New York Times.

CAIRO, Aug. 12—the process of socializing the United Arab Republic went a step further today with the nationalization of a wide range of light industry and related enterprises.

Informed sources said a new wave of Socialist laws was in the offing. These would establish new limits on individual incomes and company profits. They would also increase taxes and place new restrictions on activity in certain fields of private enterprise.

At least 500 companies and businesses were said to be affected by the new nationalization orders. Dr. Aziz Sidky, Minister of Industry, listed 240 industries that were being taken over.

These included rubber products manufacturers, tanners, textile and flour mills, makers of paints, food processors, including dairies, soft-drink makers and candy manufacturers. Both domestic and foreign companies were on the list.

Service businesses affected included most enterprises engaged in domestic transport such as trucking companies and Nile river barge lines. These are largely small companies that had escaped the sweeping nationalization orders of two years ago.

Government sources said the new measures were in accordance with President Gamel Abdel Nasser's National Charter, promulgated in May 1962. The

charter provides that the "tools of production" shall be controlled by the people.

Former private owners of businesses receive long-term government bonds for their stock holdings.

Three Categories Seized

CAIRO, Aug. 12 (Reuters)—Companies subject to today's nationalization order were listed in three categories: those partly nationalized and partly privately owned, companies under sequestration, and private companies. All now will be fully nationalized.

Owners of shares will be paid the nominal value by the Central Bank—up to 1,000 pounds (\$2,240) in cash, the balance in 15-year bonds.

L'Egypte a décidé de nationaliser toutes les branches du commerce, et dès maintenant, il est interdit d'ouvrir dans le pays un nouvel établissement commercial, comme il est interdit à tout commerçant, aussi modeste que soit son entreprise, de fermer ou de céder son fonds. Cette réforme toucherait près de quatre cent cinquante mille commerçants.

Le survol du territoire de la République arabe unie est désormais interdit aux avions de l'Afrique du Sud.

Le Maroc reconnaîtrait prochainement le — représentants afro-asiatiques au Conseil de sécurité — ont demandé une réunion sur la question de la Rhodésie du Sud.

Le Maroc reconnaîtrait prochainement le gouvernement en exil de l'Angola.

EGYPT

MAROC

La Revue du Congo - le 16 Août 1963

SEP 7 1963

50.03

*Copie au Chef des
opérations civiles*

INFO! COPY

Giffin 232

*my
NSHed*

Action To

File No.

Le 6 septembre 1963

AU : Chef-Adjoint du Personnel Civil
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Congé du juge Zarris Constantin.

- 1 - Le juge Constantin Zarris est arrivé à Léopoldville le 1er février 1963; au 15 décembre 1963, il comptera dix mois et 15 jours de service.
- 2 - Conformément aux dispositions de l'article 207.12 (a) iii des règlements de l'ONU relatifs au congé des experts, le juge Zarris peut bénéficier du congé sollicité.
- 3 - Néanmoins, pour être en règle avec la loi sur l'Organisation judiciaire, le juge Zarris doit se faire octroyer ce congé par son Chef hiérarchique d'abord. Sur le vu de cette autorisation, le Conseiller Juridique Principal signera la forme de congé de l'ONUC.

cc: Mr. Carey Seward
Mr. S. Laurent
Mr. J. Valdes, Luluabourg
Mr. Gage

CONFIDENTIELLE

Léopoldville, le 2 septembre 1963.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à ma lettre CIV.OPS./969/63 du 2 août, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'un membre de notre service de comptabilité a maintenant terminé son examen des dossiers concernant les accusations portées contre certains fonctionnaires à Luluabourg, et nous a présenté son rapport.

Après avoir soigneusement étudié celui-ci, je me suis rendu compte, à regret, qu'il était impossible à l'ONUC, dans les circonstances actuelles, de fournir l'assistance technique demandée. En effet, il résulte clairement de l'enquête préliminaire menée par le membre de notre service de comptabilité que le Parquet de Luluabourg, pour traiter des nombreux problèmes que soulèvera la préparation des poursuites dans les causes présentées à son étude, aura besoin des services d'un comptable hautement qualifié, ayant une connaissance spécialisée des procédures judiciaires et disponible à plein temps à Luluabourg pour une période de plusieurs mois. Nous n'avons malheureusement pas un tel expert parmi notre personnel. En outre, je crois comprendre que la question pourrait avoir certaines implications politiques, et dans ce cas vous comprendrez notre désir de ne pas y trop engager un employé de notre Organisation.

Par conséquent, je me permets de suggérer que votre Ministère envisage la possibilité d'engager indépendamment, pour l'exécution de cette tâche, un spécialiste approprié parmi les nombreuses maisons de comptabilité qui ont une réputation internationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A. G. Gilpin
Chef des Opérations civiles a.i.

Son Excellence
Monsieur Justin Bomboko
Ministre de la Justice et Garde des Sceaux
Léopoldville.

Léopoldville, le 2 septembre 1963

Monsieur le Ministre,

CIV.OPS./969./63

Comme suite à ma lettre/du 2 août, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'un membre de notre service de comptabilité a maintenant terminé son examen des dossiers concernant les accusations portées contre certains fonctionnaires à Luluabourg, et nous a présenté son rapport.

Après avoir soigneusement étudié celui-ci, je me suis rendu compte, à regret, qu'il était impossible à l'ONUC, dans les circonstances actuelles, de fournir l'assistance technique demandée. En effet, il résulte ^{préliminaire} clairement de l'enquête/menée par le membre de notre service de comptabilité que le Parquet de Luluabourg, pour traiter des nombreux problèmes que soulèvera la préparation des poursuites dans les causes présentées à son étude, aura besoin des services d'un comptable hautement qualifié, ayant une connaissance spécialisée des procédures judiciaires et disponible à plein temps à Luluabourg pour une période de plusieurs mois. Nous n'avons malheureusement pas un tel expert parmi notre personnel. En outre, je crois ~~savoir comprendre~~ ^{pourrait aussi} que la question a ~~peut-être~~ ^{des implications} certaines implications politiques, et dans ce cas vous comprendrez notre hésitation ~~à y engager de trop près~~ ^{de s'engager} un employé de notre Organisation.

Par conséquent, je me permets de suggérer que votre Ministère, pour l'exécution de cette tâche, envisage la possibilité d'engager indépendamment/un spécialiste approprié parmi les nombreuses maisons de comptabilité qui ont une réputation internationale. Si cette suggestion vous agréait, nous serions heureux d'examiner avec vous, par la suite, les moyens par lesquels ^{l'ONU pourrait} ~~l'ONU pourrait~~ ^{aide} ~~ses~~ ^{pourrait} ~~pourrait~~ fournir une assistance dans le cadre de ~~leurs~~ ^{ses} programmes d'assistance technique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A.C. Gilpin

Chef des Opérations civiles a.i.

Son Excellence M. Justin Bomboko
Ministre de la Justice et Garde des Sceaux
Léopoldville

ROUTING SLIP

TO

Soyez

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

*Il ne s'agit que d'enquête à
laquelle s'est livré M. Sauer-
fisch avec certaines
prévisions de préserver l'œuvre
de l'indication d'inter-
vention dans les affaires
intérieures du Congo et
éviter des complications
d'ordre politique il était*

DATE

FROM

ROUTING SLIP

TO

— 2 —

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

à concevoir que le personnel
 peut confier au service
 aux services de une forme
 spécialisée : indiquer si
 possible des fautes mineures
 ou contradictions d'expres-
 sion française.

DATE

24/8/63

FROM

W. N.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Handwritten signature in red ink

CONFIDENTIAL

23 August, 1963

To: Mr. M. Dorsinville, Officer-in-Charge
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Accountant for temporary service in Luluabourg

...

As requested, I attach a draft reply to Mr. Valdes' memorandum of 6 August regarding the request for an accountant for temporary service in Luluabourg.

In my letter of 2 August to the Minister of Justice, I mentioned Mr. Salafia's visit to Luluabourg and added: "Suivant les résultats de son rapport, nous espérons pouvoir envoyer un deuxième expert à Luluabourg au début de septembre, pour y effectuer le travail demandé par le Parquet".

? | We can now either inform the Minister that, in our view, any further investigation should be conducted by an independent expert with police protection or let the matter drop without further reference to the Minister. I would recommend the latter course of action, particularly since the Minister's request for the expert was originally solicited by us.

Handwritten signature in blue ink

DRAFT MEMO

CONFIDENTIAL

To: Mr. J. Valdes, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg
From: M. Dorsinville, Officer-in-Charge
Subject: Accountant for temporary service in Luluabourg

Please refer to your memorandum of 6 August.

Since receiving it, I have had an opportunity to study the report of Mr. Salafia. For the reasons you have stated, I agree that we should not continue to provide an ONUC expert in response to the request of the Minister of Justice to assist the Luluabourg Parquet in investigating dossiers concerned with embezzlement of public funds.

cc: Mr. Gilpin
Col Martin
Mr. Seward
Mr. Cederwall
Mr. Laurent
Mr. Schoellkopf



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

C O N F I D E N T I A L

7 August 1963

A : Mr. Carey Seward, Chief Administrative Officer
De : Chief, Audit and Inspection Service
Objet : Requirement for accountant in Luluabourg to assist in
preparing dossiers re charges of embezzlement, etc.

1. As requested by the Chief Personnel Officer, Mr. Salafia was sent to Luluabourg to examine the need for an accountant to assist the Government Authorities in preparing dossiers concerning charges of embezzlement against Congolese Officials. The request for this assistance originated through Mr. Packhan and Mr. Ahmed.

2. Mr. Salafia spent 4 days in Luluabourg last week and his report is attached. From the information obtained which is quite comprehensive, I feel it would be quite undesirable for the United Nations to become involved in this situation. Certainly our audit personnel could not be made available for this work which could extend almost interminably.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. C. Martin', is written above the typed name.

(P. C. MARTIN)

c.c. Director, Internal Audit Service

R A P P O R T

sur un'inspection effectuée à Luluabourg du 29.7.1963
au 2.8.1963 par A. SALAFIA, Inspecteur, déterminée par
une demande en date 21.6.1963 de notre Chef de Mission
à Luluabourg Mr E.S. PACKHAM à Mr HABIB AHMED Chef des
Opérations Civiles à Léopoldville.

- I .- En date 21 Juin 1963 et sur requête de Monsieur SAITAS, Procureur d'Etat à Luluabourg, notre Chef de Mission E.S. PACKHAM demande à Monsieur HABIB AHMED de vouloir bien déléguer un Comptable qualifié appartenant à l'ONU pour effectuer des travaux d'expertise indispensables au Magistrat pour l'instruction et l'éventuelle mise en accusation d'ex-Ministres, Parlementaires, haut fonctionnaires, fonctionnaires subalternes et autres, accusés de détournement de fonds publics. Cette demande est favorablement accueillie par Mr GILPIN qui manifeste en date 24 Juin 1963 le désir des Nations Unies d'aider le Parquet de Luluabourg dans sa tâche et déclare avoir chargé Mr LAURENT, conseiller juridique de faire en sorte qu'une demande officielle soit adressée par le Ministre de la Justice du Gouvernement Central Mr BOMBOKO. Mr PACKHAM en date 28 Juin 1963 remercie et déclare que Monsieur SAITAS Procureur d'Etat pense que les services du Comptable délégué auprès du Parquet seront requis pour un mois, tandis que Mr PACKHAM suggère d'envisager plutôt une période de deux mois. Monsieur HABIB AHMED informe Mr TWIGHT de cette décision. Voir Annexe 1.
- II .- Le service auquel j'appartiens mis au courant de la demande Officielle effectuée par Monsieur le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux Mr BOMBOKO me charge d'une Mission préliminaire, assez vague puisque nous n'avions aucun élément nous permettant de juger de l'importance de la tâche et des responsabilités qu'un de nos fonctionnaires aurait à assumer. Je me rends donc le 29 Juillet 1963 à Luluabourg et dès mon arrivée Mr PACKHAM étant en congé, je prends contact avec Monsieur VALDES Chef de Mission adjoint qui met à ma disposition tous les dossiers pouvant me permettre de me faire un'opinion et d'établir par la suite un rapport circonstancié sur la nécessité de déléguer un fonctionnaire de l'ONU chargé d'effectuer d'éventuelles expertises. Je devais aussi me rendre compte sur place de l'entité des détournements, de la valeur des accusations portées et des délais approximatifs requis pour l'exécution d'un tel travail .
- III .- L'étude des documents mis à ma disposition, quelques rapports adressés à Léopoldville par Mr F.S. PACKHAM, des informations que je réussis à obtenir me font voir à quel point la situation au Kasai est troublée. Issus de l'ethnie des Lulua, deux chefs appartenant au groupe des Bañ-Mutombo, qui a la majorité à la chambre, se disputent le pouvoir. L'un Lubaya, chef d'un parti soi-disant de gauche (qu'est ce que cela peut bien vouloir dire dans ce pays !) combat le Président actuel du Gouvernement Provincial Lwakbwanga jugé impopulaire, autoritaire, despotique mais dont le Gouvernement est parfaitement légal ainsi que l'a reconnu Mr le Ministre Maboti dans une déclaration faite à Monsieur Valdès. Mr Lwakbwanga ce qui plus est serait soutenu par le Ministre ADOULA. Il n'y a rien d'étonnant si pendant cette période politique troublée l'accusation d'ingérence dans les affaires intérieures de la Province ait pu être portée contre les Nations Unies. La documentation faisant partie de l'annexe 2 semble confirmer l'existence d'une situation extrêmement délicate. Monsieur VALDES m'a affirmé qu'il allait dans un rapport confidentiel adressé à Mr DORSINVILLE

exposer très objectivement ses vues sur la situation actuelle et ses éventuelles incidences sur les Activités des Nations Unies au Kasai.

IV. -Devant une telle situation il semble évident que l'envoi d'un fonctionnaire de l'ONU chargé de fournir des preuves à l'accusation serait fatalement interprété comme une nouvelle ingérence dirigée contre les gens du Kasai. Nous pouvons admettre qu'il n'en est rien et qu'il s'agit d'assistance technique pour faciliter la bonne marche de la justice, mais la prudence exige, étant donné le caractère "politique" que l'on donne ici aux activités des Nations Unies, de s'entourer de toutes les précautions nécessaires. Un seul "innocent" dans l'affaire et les N.U. risquent le scandale. D'autre part il est bon d'envisager dans toute accusation portée contre des hommes ayant eu le pouvoir, la manoeuvre politique tendant à discréditer ces hommes.

Ces considérations et le manque d'instructions m'ont incité à prendre une seule décision avant d'intervenir officiellement, et cette décision a trait à la manière dont les N.U. auraient pu, tout en donnant suite à la requête avancée par le Ministre de la Justice Mr BOMBOKO, ne se trouver engagées dans cette affaire que de manière indirecte.

Mr SAITAS Procureur d'Etat, assez réticent au premier abord, a convenu du bien fondé de mes arguments et m'a affirmé que:

- a) Les N.U. ne seraient en aucune façon compromises
- b) Que l'expert nommé serait assermenté auprès du Tribunal
- c) Qu'il aurait à rendre compte de ses activités professionnelles personnellement au Tribunal.
- d) Que comme expert requis il aurait droit à interroger, établir des procès verbaux et demander l'assistance de la force publique
- e) Qu'il aurait droit à des honoraires fixés par le Tribunal, que l'Expert pourrait toutefois refuser de recevoir.

Devant de telles assurances verbales, j'ai donné mon accord pour procéder à l'étude des dossiers.

V. -21 dossiers constitués ont été examinés. Toutes les pièces ont été lues Plaintes, témoignages à charge et à décharge, Interrogatoires, Rapports établis. Un état donnant les: Noms, qualités, imputations, sommes et commentaires forme l'Annexe 3. Ce document doit être traité comme très confidentiel, en effet:

Le secret de l'instruction étant inviolable, toute fuite ou indiscretion ayant trait aux renseignements fournis dans l'Annexe 3 risquerait de mettre le Parquet de Lulua-bourg en très mauvaise posture. Le signataire de ce rapport pourrait être déféré en justice.

L'étude de ces dossiers ne laisse pas d'étonner. On accuse, on charge de peur d'oublier quelque chiffre, sans se douter, que la justice saisie devra fatalement aller au fond des choses pour ne juger que sur des faits établis et non sur des présomptions:

Une facture mal acquittée	= détournement
Une signature illisible	= faux
Une facture erronée payée peut être en toute bonne foi	= complicité
des pièces manquantes	= détournement et malversations

sans que la moindre enquête ait été effectuée pour obtenir le témoignage de la personne à qui les fonds étaient destinés. Tout ce travail devra être fait par l'expert et risque d'être long.

Dans le dossier KAYEMBE Samuel, ex-Ministre des Finances, inculpé d'un détournement de fr. c. 550.058,-- se trouve la réquisition suivante:

" Requérons Mr Mortier expert comptable à Lulua-bourg de vérifier les " "sommes figurant dans le compte de chacun des inculpés et déterminer "

" s'il y a eu intention frauduleuse au détriment de l'Etat en demon-"
 "trant la Comptabilité relative aux anomalies mises à charge de ces"
 " Membres du Gouvernement Provincial présidé par Mr MUKENGE Barthélemy"
 " selon le rapport de la Commission Parlementaire de Contrôle des Fi- "
 " nances de l'Etat dans le Province du Kasai, notamment en ce qui con-"
 " cerne :

" 1. MUKENGE Barthélemy,	Ex Président du Gouvernement	F.c.10.119.020,-- "
" 2. KAYEMBE Samuel	, Ex Ministre des Finances	" 550.058,-- "
" 3. LWAKBWANGA Fr.	, Ex Ministre des Travaux Publics actuellement: Président du Gouvernement Provincial	" 300.000,-- "
" 4. KAZADI Jean André,	Ex Rédacteur au Ministère des Finances	" 697.892,-- "
" 5. ONIA Albert	, Ex Membre du Gouvernement chargé de l'Agriculture	" 200.000,-- "
" 6. MUKENGELE Honoré	, ex Ministre des Affaires Economiques	" 70.000,-- "
" 7. KAYIJI Joachim	, Ex Ministre des Finances	" 14.730.695,-- "

L'Expert, pour des raisons de "sécurité" se refuse. Dans l'annexe 3, un seul dossier est constitué, celui de KAYEMBE, quant aux autres, quelques pièces existent, mais les dossiers n'ont pas été constitués et les affaires semblent "dormir", et pour cause, LWAKBWANGA inculpé pour détournement de frs c. 300.000,-- est l'actuel Président du Gouvernement Provincial. Ce KAYEMBE, mis plus tard lui même en accusation, porte plainte contre son prédécesseur KAYIJI Joachim pour détournement de frs c. 14.730.695,-- et accuse aussi KAMUYI Louis, KABULA Jean, et KABONGO François respectivement Président, Vice Président et secrétaire Général de l'Assemblée d'un détournement de frs c. 155.000.000,-- qui se réduit après enquête et soumission de bordereaux de banque à frs c. 51.465.468,--. L'Expertise devra prouver le bien fondé des ces dépenses ou déterminer dans quelle mesure des irrégularités ont été commises.

Comme nous sommes loin des 155.000.000 !

Pour AVOKI Paul, ex gérant de l'Union des Coopératives d'Hévée de Lomela inculpé d'un détournement de frs c. 5.866.410,-- nous voyons qu'il est actuellement chef du 2° Bureau au Ministère de l'Intérieur à Léopoldville. Un cas difficile à résoudre sans l'intervention de la force publique paraît être celui de NGAMULUME Félicien ex Agent des Travaux Publics à Dimbelengé inculpé d'un détournement de frs c. 1.573.157,-- somme destinée au paiement des cantonniers travaillant dans la région. Il semble disposer d'une force armée personnelle et par ses déclarations défie la justice. L'Expert dans ce cas risque sa vie.

VI .-Mon exposé place toutes ces données dans leur contexte réel.

Rivalités, ambitions, exagérations, incompétence sans de l'honnêteté et sens moral faussés, appel pour un oui pour un non à la Justice de ce pays, à laquelle bien peu croient et qui débordée n'arrive plus à suivre. La tâche de notre expert sera difficile, délicate, dangereuse même. Le temps qu'il faudra pour l'exécution d'un tel travail ne peut être déterminé, car il y aura, résistance passive, sabotage, contestations et surtout des complicités partout. Alors que je procédais à l'étude des dossiers dans un bureau du Parquet de Lulubourg, on est venu m'annoncer la disparition de deux dossiers pour détournement de fonds: L'un d'environ 1.000.000,-- de frs .c. concernant un ex-greffier du Tribunal nommé Mulamba, et l'autre d'environ 2.000.000,-- de frs. c. dont je n'ai pu connaître le nom de l'inculpé. On se sent épiés surveillés. L'Expert devra avoir des connaissances juridiques et être capable de rédiger un rapport dans les formes voulues. Il devra, plus

que représenter soi même représenter quelque chose d'inattaquable et de réputation mondiale (je reste ferme dans mon opinion de ne pas voir les Nations Unies mêlées à de telles intrigues).

Je ne sais si nous pouvons fournir un tel élément.
Pour toutes ces raisons il me semble qu'il serait préférable avoir recours aux firmes spécialisées telles que PEAT MARWICK & MITCHELL ou PRICE WATERHOUSE, créant si c'est nécessaire un poste dans les fonds de contrepartie pour absorber le montant des honoraires qui figureraient comme une charge supportée par le Gouvernement Congolais. J'insiste sur le fait que toute intervention des N.U. paraît inopportune. Il serait infiniment regrettable qu'un fonctionnaire des N.U. délégué pour une tâche délicate et dangereuse puisse se trouver en butte à des difficultés majeures et probablement (l'éventualité de doit pas en être exclue) des violences pouvant entraîner la Mort.
La situation politique troublée est connue de notre Chef de Mission adjoint, Mr VALDES. Je puis affirmer qu'il partage entièrement mes vues.



A. SALAFIA, Inspecteur

LEOPOLDVILLE ,5 AOUT 1963

21.6.1963 :

To: Mr S. HABIB AHMED, Chief Civilian Operations Leopoldville
From: E.S. PACKHAM, Chief Civilian Officer, Luluabourg
Subject: Administration de Justice, Luluabourg

The Procureur d'Etat has informed me that the Luluabourg parquet has opened some twenty dossiers against ministers and officials of the provincial government here for embezzlement of public funds, in some cases amounting to very large sums, It is not possible to prepare prosecutions however, owing to lack of accountants able to do the requisite financial work on the dossiers. I understand that the Procureur d'Etat has asked the Procureur Général to provide an accountant but has been instructed to approach the local banks. The latter have no qualified accountants whom they are able to make available.

The large increasing volume of embezzlement in Kasai, and especially in Luluabourg, is one the main factors in the general desintegration of law and order and economic decline now taking place. The notorious failure of the parquet to bring any of the offenders to justice naturally encourages other official to follow suit. One example of the consequence of this disastrous state of affairs is the decline in the volume of postal traffic(especially postal money orders), due largely to the growing public distrust of postal officials.

In view of the great importance of this matter, I would be grateful if consideration could be given in making available to the parquet here the services of a qualified accountant for the purpose indicated.

24.6.1963

CIV. OPS 581 63 -ORG 130 1 3 LULU

To: Mr E. PACKHAM, Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg
From: A.C. Gilpin, Deputy Chief Civilian Operations
Subject: Administration of Justice Luluabourg

Please refer to your memorandum of 21 June.

We are anxious to help you in this matter, and have asked Mr Laurent, our Principal Adviser in Judiciary, to arrange for a formal request to be addressed to us by the Ministry of Justice. In the meantime we have asked Mr Twright to see whether a qualified Onuc staff member could be made available. In this connection, I shall be grateful if you could give us a rough idea of the period for which the services would be needed.

28.6.1963

To: Mr GILPIN, Deputy Chief Civilian Operations Leopoldville
From: E.S. PACKHAM, Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg
Subject: Administration of Justice Luluabourg

Thank you very much for your memo CIV OPS 581 63 ORG 130 I 3 LULU of June 24.

Mr SALTAS, Procureur d'Etat informs me that services of the accountant will be required for at least a month. I feel it would be as well to reckon two months.

CIV OPS 642 63

To: Mr B. TWIGHT, Chief Administration Officer,
From: S. HABIB AHMED, Chief of Civilian Operations
Subject: Administration of Justice, Luluabourg

Please refer to my memorandum of 24 June.

I have now heard from Mr PACKHAM that the services of the accountant, to work with the Luluabourg parquet, would be needed for a maximum of two months. I will inform you as soon as we receive an official request from the Ministry of Justice

From a message PACKHAM to OFFICER IN CHARGE

6. The Progrès of June 26 carried a démenti by Luluabourg Government subscribed "Information Provinciale P.E." of disturbances in Kongo Village (Near Lulu) reported in Courraf of June 13. Démenti attributes origin of report to Lubaya's parti Union Democratique Africaine whose telegrams and letters "furent expédiés par le canal d'un irresponsable représentant de l'ONU, Packham.
7. In view of para 3 above EYE do not feel this accusation need to be taken too seriously. Nevertheless EYE feel it should not be passed over am therefore addressing formal protest to Lwakbwanga of which copy pouched to you.
8. EYE understand Lubaya intends return from Leo next Friday.

Luluabourg 2 Juillet 1963

Monsieur F. LWAKBWANGA

Président du Gouvernement Provincial

LULUABOURG

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que mon attention a été attirée sur un démenti de votre Gouvernement publié dans l'édition du "Progrès" du 26 Juin 1963 sous le titre "Information Provinciale P.E".

Selon ce démenti, certains télégrammes et lettres d'un parti politique déterminé "furent expédiés par le canal d'un irresponsable représentant de l'ONU, Packham. "

Je dois protester contre cette accusation, entièrement gratuite, de même contre les termes discourtois (plutôt surprenants pour une déclaration gouvernementale) employés pour la rédaction de cet article.

Cependant, vu les paroles d'éloge que vous avez prononcées dans votre allocution du 30 Juin en vous référant au travail de cette mission au Kasai (desquelles je vous suis reconnaissant) je pense que le texte du démenti précité ne correspond pas exactement à vos points de vue ou intentions. Veuillez croire Monsieur le Président à l'assurance de ma haute considération. E.S. PACKHAM.

REPUBLIQUE DU CONGO

Gouvernement Provincial de

Luluabourg

Cabinet du Président

Luluabourg le 25 Juillet 1963
N. 010 CAB.P. 1529 63

A Monsieur le Chef de la Mission

Civile de l'ONUC

Luluabourg

Monsieur le Chef de la Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 2 Juillet dans laquelle vous faites état d'un article paru dans le journal "Progrès" du 26 Juin 1963 et qualifié d'un démenti de mon Gouvernement. Qu'il émane d'un partisan de mon Gouvernement ou de celui ci, un tel article dans ce qu'il contiendrait d'injuste et d'agressif contre les personnes ne peut rencontrer mon approbation.

Toutefois je me permets de prélever que même si de ce cas était réel, il ne nous conviendrait nullement qu'ils donnent lieu a des polémiques entre nous et encore moins à une confusion entre la personne morale et personne des institutions dont nous sommes à la tête. Le droit de légitime défense

vous étant dévolu il vous appartient de vous défendre par la même voie de presse Congolaise, soit en écrivant dans le même journal soit dans un autre éditorial, ainsi à la lumière de ce qui précède je suis convaincu que nous pouvons plutôt rechercher ce qui puisse nous rapprocher afin que nous servions le Congo au service duquel vous et moi sommes appelés à être. Veuillez croire Monsieur le Chef de la Mission Civile de l'ONUC à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Gouvernement Provincial
de Luluabourg
F. LWAKABWANGA

Luluabourg le 26 Juillet 1963

Le Représentant "ad interim" de l'ONUC a Luluabourg remercie vivement son Excellence Monsieur LWAKBWANGA, Président du Gouvernement Provincial de Luluabourg de sa lettre N° 0 10 CAB.P. 1529 63 du 25 Juillet 1963. Le représentant "ad interim" de l'ONUC à Luluabourg constate avec joie que Monsieur le Président n'accorde nullement son approbation aux publications tendancieuses et injustifiées de la presse, menées contre la personne de Monsieur E.S. Packham à cette époque chef de la Mission ONUC a Luluabourg. Il n'est nullement dans l'intention de la Mission ONUC de s'engager dans une polémique de controverse par la presse et, dans le même esprit avoué par son Excellence Monsieur le Président, et dans le désir très sincère d'un rapprochement entre les autorités, le droit démocratique de réponse par le même canal sera par nous remplacé dans l'effort suivi tendant vers la coopération fructueuse de l'ONUC avec les autorités provinciales que vous représentez. Le Représentant "ad interim" de l'ONUC a Luluabourg saisit cette occasion pour assurer son Excellence Monsieur le Président Lwakbwanga du renouvellement de sa très haute considération.

J. VALDES
Représentant "ad interim" de l'ONUC
Luluabourg

Son Excellence
Monsieur F. LWAKBWANGA
Président du Gouvernement
Provincial
LULUABOURG

UNCLAB LUPOL 64 DORSINVILLE INFO AHMED FROM PACKHAM LULUABOURG

1. Independence anniversary celebrations here taken place without notorious incident.
2. Schools did not repeat not take part in March past president Lwakbwanga of Sunday and crowd was distinctly less than last year.
3. Speech following March past Lwakbwanga expressed appreciation UN effort (and UN representative) in Kasai.
4. Eye did not repeat not attend March past and was not represented. Eye had received invitation marked " ONUC Representation, 2ème rang 11 Place" and immediately informed Chef du Protocole that Eye assumed that this was a mistake and that Eye could obviously not accept invitation to be placed in second row. Chef du Protocole apologized for error and promised to send proper invitation which failed to arrive.

From: ONUC Luluabourg
TO: ONUC Leopoldville
LUPOL 84 DORSINVILLE INFOR AHMED CHIEF MIL INF. FROM VALDES
Maboti arrived LULU at 14 25 local time. He was met by Président Lwakbwanga all his Ministers including Minister Ilunga. Lubaya's partisans were about 200 with signs and TYPOY. Tension was great and as soon as Eye offered to

drive him wherever he decided, he jumped on the offer and himself requested the presence on the car of the UN representative. Lwakbwanga protested vehemently but Maboti indicated his firm desire to travel in the UN car. Lwakbwanga joined Maboti, Col. Laryea the Police Commissioner and myself into the UN car and was driven through town lead by Gendarmerie Commander Mondjiba up to Hotel Atlanta. During trip from Airport to Hotel Lwakbwanga complained bitterly about the fact that his plans were upset. Maboti answer was: Je ne suis pas venu pour une visite de joie mais pour me rendre compte de par moi même de l'état des choses et pour trouver avec vous (Lwakbwanga) une solution a ces problèmes. Population along the road was demonstrative and cheered Maboti but woad Lwakbwanga. On arrival at the Hotel Lwakbwanga ordered Mondjiba to continue to the President's Résidence but Mondjiba refused answering he had specific instructions from Minister Maboti and that was final. Eye took leave of Maboti offering my respects and ONUC full cooperation.

From: ONUC Luluabourg

To: ONUS , Leopoldville

SECRET LUPOL 86 DORSINVILLE INFO AHMED MIL INFO FROM VALDES

Minister Maboti received me this afternoon at bñtiments administratifs. Maboti is extremely concerned with the political situation in Luluabourg but does not consider Lwakbwanga government as illegal. Lubaya's partisans have informed this Office and also Maboti that if no solution is given before his departure there will be trouble. Maboti has requested ONUC to help in maintaining law and order and prevent incidents. Eye has assured Maboti that Gendarmerie is very capable of handling the situation and that ONUC will, if requested by Gendarmerie, support Congolese Army in the performance of their duty. Maboti's concern is how to keep peace until Assembly meets, first Monday of October. After long discussion it was agreed that he will take with him one repres. of opposition and one repres. of provincial Government to discuss matters in Leo ,warning opposition that any disturbance created by them would jeopardize outcome of talks. Maboti also complained of the complete lack of relationship ONUC- Lwakbwanga. Eye assured Maboti that ONUC is and has always been willing and ready to support the Central Government and the Provincial authorities. Minister Maboti scheduled to leave for Bakwanga tuesday morning and will return LULU after his stay in Elisabethville to visit Dimbelege.

ANNEXE 3

Noms	Fonction	Imputations	Somme	Observations
Kayembe Samuel	ex Min. Prov. des Finances	Detourn. de Fonds Publics	550.658	Peu d'éléments. Semble avoir d'excellents arguments qui son de passer sans faire valoir. Travail d'expertise délicat.
Kayifi Joachim	ex Min. Prov. des Finances	Detourn. de Fonds Publics	11730.695	accusé par Kayembe Samuel, son successeur. Mis lui aussi en accusation plus tard. Il s'agit des bons de caisse 10000000. 11730.695 semble avoir des arguments solides à faire valoir. Le travail d'expertise paraît facile sauf im- penses.
Kapebula Gerard	ex. Caissier CEGEAC	detournements	313.583	la fraude semble évidente. Travail d'expertise paraît facile
Zohilanda Mathieu	Ex. Chef Comptable CEGEAC	detournements		Complicité avec Kapebula. Fraude certaine. Delit doit être facilement prouvé
avoki Paul	ex. gerant Union des Coopératives de Hevia de Camela, est actuellement chef du 2 ^e bureau au Ministère de l'Intérieur à Leopoldville Leopoldville	detournements	5866.410	L'affaire n'est pas claire. Les témoignages à charge sont compensés par les témoignages à décharge. Le document prouvé comptable soumis par Owala B. Nkomo qui est soumis l'accusation n'a aucune valeur. Travail d'expertise délicat
atshika Daniel	ex. gerant Union Coopérative de Hevia de Camela (remplacé avoki Paul)	detournement (complicité)	1.365.304	Même affaire que la précédente. Mêmes difficultés
Nabardi François	Ex Comptable de Territoire de Mazumbani	detournement de fonds et faux en écritures		Quelques rapports ont été établis. La fraude paraît évidente, mais certains manquants pourraient être justifiés. Mathieu rassurement pour les justifier il faudra des enquêtes, des démarches, obtenir des témoignages et y dédier beaucoup de temps.
Mutshipayi Albert	ex. administrateur des Territoires de Mazumbani	même delit que ci dessus		
Kamayi Louis Kafula Jean Kabongo François	Prov. Int. Prov. du Kasai V. " " " Secr. Int. " "	detournement de Fonds	155000.000	accusation portée par Kayembe Samuel, sur une accusation lui-même. Il semble que contre un Budget de 20.000.000. L'Assemblée n'a été dépensée que 15.500.000, ainsi qu'il résulte d'extraits Rendus. L'accusation de détournement de 155.000.000 est donc infondée. L'expertise doit justifier de la destination des 15.500.000.

Nom	Qualité	Imputation	Montant	Observations
Ehimbalanga Theodore	agent Caisse d'Epargne	Detournement des Fonds, fautes en caisses	222.287	L'affaire paraît assez simple. Elle doit être effectuée à la Caisse d'Epargne de Luluabourg Luluabourg.
Zhishiku Clement	Cassier Comptable, Parquet district de La Rulua	Detournement Fonds Publics	72.601	a avoir - Instruction terminée. Poursuivi.
Gontcho Eugène	ex caissier B ^{te} Belges d'Afrique	Detournement de Fonds	190.059	affaire assez simple. Expertise doit être effectuée à la B ^{te} Belge d'Afrique à Luluabourg.
Betu Paul Romain	ex agent B ^{te} du Tribunal de 1 ^{re} Instance Luluabourg	detournement, concussion, fautes en caisses	Indéterminé mais beaucoup de petites sommes.	quelques avoirs sont dus soit à une solution approximative. Pour impenses, faire le bilan. Faire les listes de Commerce. Expertise possible sur enquête. Travail difficile à mener à bonne fin.
Mbuya Charles	ex agent B ^{te} du Tribunal de 1 ^{re} Instance Luluabourg	detournement, concussion, fautes en caisses	Indéterminé mais beaucoup de petites sommes.	quelques avoirs conduisant à une solution approximative. Pour impenses, faire le bilan. Faire les listes de Commerce. Expertise possible sur enquête. Travail difficile à mener à bonne fin.
Kabarele Joseph	ex agent des Impôts	detournement de Fonds Publics	15.471.850	Mise en accusation sans enquête administrative préalable - Rattachant Min. de Justice. affaire délicate. Occasion un monde sérieux et un rapport d'expertise dont la valeur n'apparaît pas convaincante.
Mushiga Bavon	ex clerc convoqué à la MSA, actuellement à l'ing. de 1 ^{re} classe	detournement de Fonds	6.571	a reconnu les faits et s'engage à rembourser.
Matadi Pierre	Directeur de la Prison Centrale	detournement d'un chapitre inf. & divers	Inconnu	L'enquête doit s'effectuer au 2 nd a un procès verbal administratif pour servir de base à l'expertise. Mais il s'agit d'un chapitre et de ce fait l'enquête sera difficile.

Nom	Qualité	Imputation	Montants	Observations
Mutaba Ladislas	ex. huissier Tribunal 1 ^{re} Instance, Lubumbashi	détournement de fonds.	35.175	les faits imputés au prévenu sont reconnus en avançant des arguments que le Tribunal appréciera. Expertise assez facile.
Lucya Zebedee	ex. Commis aux Telecom.	vol de matériel des Telecom.	Inconnus	Conteste les faits. Dit qu'il n'y a jamais eu d'inventaire. Il faudrait trouver des preuves à charge. Acheteurs d'objets volés. Receveurs - c'est un travail de police que l'expert pourra demander.
Kabasubabo alphonse	ex. Comptable au Services de l'Enseignement	détournement de fonds	76.567	La culpabilité paraît évidente. Expertise paraît facile.
Semba Victor	Inconnu. Complice de Kabasubabo	usurpation d'identité, fausses écritures.	75.567	La complicité paraît évidente. affaire assez facile.
Kongolo Leonard	ex. gardien bureau de poste de Semba	détournement de fonds	243.148 ⁴⁵	Expertise à la Caisse d'Orangus et au bureau des Postes de Semba. Cela peut demander un temps assez long.
galamulume Felicien	ex. agent des Travaux Publics à Dimbelenge	Détournement de fonds	1.573.157	Paraît être un chef de "gang" très sûr de lui. Somme destinée au payement des cantonniers de Dimbelenge. Il affirme les cantonniers ont été payés. Interrogés le Rien n'a été fait. Pourquoi? Il semble être craint. Mission des plus dangereuses.
Mutubayi Joseph	ex. Mécanographe Comptable au bureau des fonds d'avances de Lubumbashi	Détournement de fonds	Inconnus	Expertise et enquête nécessaires pour déterminer les montants détournés. Recus non délégués, sommes perçues non comptabilisées. Travail d'expertise paraît difficile et long.

Copy

TO : Mr. T. Trisciuzzi, Assistant Chief Administrative Officer (Civilian Operations and Executive Officer Congo Fund).

FROM : S. Laurent, Senior Consultant - Judicature Section

SUBJECT : Inventories of Non-Expendable Equipment.

In reference to your memorandum dated 31 august 1963, please find below the list of material given by ONUC and used in our office at the Ministry of Justice:

- 1 Typewriter "Olivetti" - Lexikon 80 No. 2783608
- 1 Metal table for typist (two drawers) No. HM 101
- 1 Metal filing cabinet (two drawers) No. Viro 101
- 1 Metal desk - No. Viro 083 - 063
- 1 Wooden table (1 drawer)

cc: Mr. le Chef des Opérations Civiles
Mr. le Chef du Personnel Civil

SEP 2 1963

ACTION

TO: *Triscings*

☐ *led*

☐ *ed*

☐ *Also Required*

IN: *.....*



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 2 Septembre 1963

A : Monsieur le Chef a.i. des Opérations Civiles
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Congé annuel.

Après seize mois consécutifs de service au Congo comme Conseiller Juridique, d'abord au Ministère du Portefeuille et des Parastataux, puis au Ministère de la Justice, je viens solliciter mon congé annuel à partir du 25 Septembre 1963.

Je serais obligé au Chef des Opérations Civiles d'une réponse favorable, mon état de surmenage m'obligeant à passer quelques semaines de repos au sein de ma famille, à Montréal avant l'hiver au Canada, et aussi avant la saison d'été au Congo.

SEP 2 1963

ACTION

Gilpin

50-53

27 August, 1963.

TO: Mr. S. Laurent, Senior Consultant Judiciary
FROM: Gaeltiero Fulcheri, Deputy Chief of Civilian Personnel
SUBJECT: Mr. Eberle Desubrun - Candidate for Judiciary

.....

Enclosed please find copies of the following correspondence concerning the above subject:

- 1) Letter from Minister of Justice dated 27 February 1963.
- 2) Reply from Mr. Ahmed dated 12 March 1963.
- 3) Memo from Mr. Ahmed dated 12 March 1963 addressed to us.

All the above papers including Mr. Desubrun's application and copy of law degree were transmitted to Hq. NY. on 23 March 1963 for necessary action.

We are now advised by Hq. NY. that they had arranged to have Mr. Desubrun interviewed but the YAB Resident Representative in Nafiti has informed them that the candidate did not come to the interview. Mr. Desubrun's name is therefore not being kept on Hq. NY's list of candidates.

You may wish to inform the Minister of Justice of the above since Mr. Desubrun was originally recommended by his predecessor.

cc: Mr. A.C. Gilpin
Mr. T. Tricciuzzi ✓

COPY

File
55

50-03

27 August, 1963.

TO: Mr. S. Laurent, Senior Consultant Judiciary
FROM: Gualtiero Fulcheri, Deputy Chief of Civilian Personnel
SUBJECT: Mr. Eberle Beaubrun - Candidate for Judiciary

.....

Enclosed please find copies of the following correspondence concerning the above subject:

- 1) Letter from Minister of Justice dated 27 February 1963.
- 2) Reply from Mr. Ahmed dated 12 March 1963.
- 3) Memo from Mr. Ahmed dated 12 March 1963 addressed to us.

All the above papers including Mr. Beaubrun's application and copy of law degree were transmitted to Hq. NY. on 23 March 1963 for necessary action.

We are now advised by Hq. NY. that they had arranged to have Mr. Beaubrun interviewed but the TAB Resident Representative in Haiti has informed them that the candidate did not come to the interview. Mr. Beaubrun's name is therefore not being kept on Hq. NY's list of candidates.

You may wish to inform the Minister of Justice of the above since Mr. Beaubrun was originally recommended by his predecessor.

cc: Mr. A.C. Gilpin
Mr. T. Trisciuzzi

INFO. COPY

232

262

Action To.....

File No.

AUG 29 1963

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

AUG 26 1963

ACTION

Léopoldville, le 26 Août 1963

AU : Chef des Opérations Civiles
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Promotion de Magistrats et Juges.



- 1 - Par Ordonnance du Chef de l'Etat, en date du 23 août 1963, sont nommés:
 - a) Mr. Roger Boncy comme juge-président du tribunal de première instance à Elisabethville;
 - b) Mr. André Moise, comme Procureur d'Etat à Elisabethville;
 - c) Mr. Christos Scordis, comme juge au tribunal de première instance à Elisabethville;
 - d) Mr. Pierre Gonzales, comme juge-président du tribunal de première instance de coquilhatville;
 - e) Mr. Gérard Eveillard, substitut du Procureur d'Etat à Bukavu;
- 2 - Tous ces magistrats ayant été engagés par l'ONU, avis vous est donné de ces promotions.
- 3 - Mr. Gérard Eveillard n'avait auparavant aucune affectation; il était attaché provisoirement au Parquet général.

cc: Mr. le Chef du Personnel Civil
Mr. le Chef du Service Administratif

50-03
→

Léopoldville, le 26 Août 1963

AUG 26 1963

A : Monsieur le Procureur Général
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Affectation de magistrats.

INFO. COPY *Gilbert*

File No.

- 1 - Le Chef des Opérations Civiles m'a communiqué un télégramme reçu du représentant de l'ONUC à Lulua-bourg, qui se plaint de l'arrivée en cette ville du magistrat Luc Timothé, sans avertissement préalable.
- 2 - Le Chef des Opérations Civiles m'a demandé de vous prier de prévenir le Conseiller Juridique Principal de tout départ pour leur lieu d'affectation, de magistrats engagés par l'ONU, afin que le représentant de l'Organisation en soit informé par câble huit jours au moins à l'avance.
- 3 - Cette formalité est essentielle, vu les engagements contractuels qui lient l'Organisation envers les experts, particulièrement en ce qui a trait à leur sécurité personnelle.

cc: Mr. le Chef des Opérations Civiles

*cc. to Mr. Valdes } sent
Mr. Fulcher } 28/8
 } *afp**

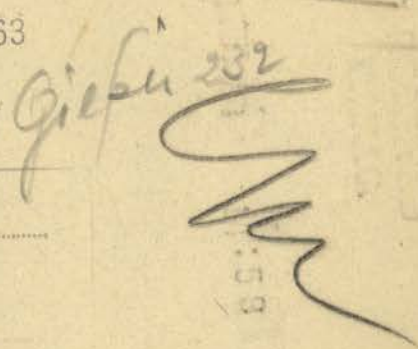
le 28 courant avion panamerican -

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
PEPS CIVILIAN	→ 50-03

02

AUG 25 1963

INFO. COPY

Gieffu 332


onuc Leopoldville

TO
Action To
File No.

p- 3470/1464 coquilhatville 32 24 0840 -

coq Leo 336 schoellkopf Laurent from tselentis furthermy coq
Leo 334 magistrate moise received similar cable concerning tra
- nsfert elisabethville please confirm and advise whether displa-
cement authorized at onuc expense -

cfm 3470/1646 336 334

DELIVERED TO:	
S.R.	✓
CIV.	✓
C.P.O.	✓
C.F.O.	✓
C.G.	
C.O.	
C.M.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	
C.A.	
C.B.	
C.C.	
C.D.	
C.E.	
C.F.	
C.G.	
C.H.	
C.I.	
C.J.	
C.K.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.Q.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.</	

RECEIVED
ON.U.C.

1963 AUG 25

09:35

File
ff

cl C2

ACTION
CIVILIAN MILITARY

Peers
Crops

50-03

Reprints

onuc

Leopoldville =

bs 3229 coq 78/77 22 1630 =

coq Leo 334 schoellkopf lauren from tselentis

magistrate boncy received cable from secgeneral minijustice

leo informing about his transfer to eville. please confirm

and advise whether displacement authorized at onuc expense

bbb boncy requests authorization to repatriate wife who completed

six months stay and children presently here under education

grant travel please instruct travel office to release return

portion tickets and authorize their voyage to leo. boncy plans

to leave for leo with family next week +

AUG 25 1963

coll re 3229

INFO. COPY *Trisc...* 262

bon leo 94

Action To

File No.

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

S.R.S.G.	<input checked="" type="checkbox"/>	C.G.O.	<input type="checkbox"/>	I.L.O.	<input type="checkbox"/>
CIV.OPS.	<input checked="" type="checkbox"/>	O.P.I.	<input type="checkbox"/>	UNESCO	<input type="checkbox"/>
C.A.O.	<input type="checkbox"/>	PUB.WK.	<input type="checkbox"/>	MAILOPS.	<input type="checkbox"/>
C.F.A.	<input checked="" type="checkbox"/>	L.C.A.O.	<input type="checkbox"/>	P.X.	<input type="checkbox"/>
C.P.O.	<input checked="" type="checkbox"/>	W.H.O.	<input type="checkbox"/>	F.A.O.	<input type="checkbox"/>
C.F.O.	<input type="checkbox"/>	ACC&IR	<input checked="" type="checkbox"/>	I.T.U.	<input type="checkbox"/>
C.PROC.	<input type="checkbox"/>	LANGSER	<input type="checkbox"/>	W.M.O.	<input type="checkbox"/>
C.G.S.	<input checked="" type="checkbox"/>	FOODREL	<input type="checkbox"/>	WELFARE	<input type="checkbox"/>

MILITARY RECIPIENT: M

Copy sent to Mr. Laurent
- action taken *informante*
26/VIII/63

CIV.OPS./1125/63

26 August, 1963

To: Mr. J. Valdes, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Baluabourg
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Affairs
Subject: Arrival of State Attorney Luc Timothé

Please refer to your cable CIV-1672.

I am sorry that you were not notified of the arrival of Mr. Luc Timothé. I have asked our Principal Adviser on Judiciary, Mr. Laurent, to arrange with the Procureur Général that you are informed of all such movements in the future.

cc: Mr. Laurent

DRG 130/1/3 LULU

Handwritten: 1963 AUG 23 PM 4:28
O.N.U.C.
LE0108LUL032
FF 4UC75

ROUTINE

RECEIVED

1963 AUG 23 PM 4 05

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY

Handwritten: Cwaha

DE 4UC96 32/23 **31403**

FM ONUC LULU

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS CIV 1672 GILPIN FROM VALDES. NEWLY APPOINTED STATE
 ATTORNEY FOR LULUABOURG LUC TIMOTHE ARRIVED HERE
 UNEXPECTEDLY 23 AUGUST. EYE HAVE WITH ACTING STATE ATTORNEY
 HERNANDEZ TODAY BRIEFED HIM ON THE SITUATION IN LULUABOURG

BT

CFN CIV 1672 23

23/1449Z

AUG 24 1963

ACTION

TO: *Mr. Gilpin 232*

1
2
3

☒ Action Completed
☐ Acknowledged
☐ No Action Required

RE: *ALS am*

NNNN



Handwritten: Laurent will ask Melius to notify us in future of such movements.
 res.
 26/8

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

S.R.S.G.	C.C.O.	L.L.O.
CIV.OPS.	<i>[initials]</i> C.P.I.	UNESCO
C.A.O.	PUB. WK.	MAILOPS.
C.F.A.	I.C.A.O.	P.X.
C.P.O.	W.H.O.	F.A.O.
C.F.O.	ACC & IN	I.T.U.
C.PROC.	LANGUEN	W.M.O.
C.G.S.	FOOD & AGR.	WELFARE

MILITARY RECEIPT

50-03

AUG 25 1960

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
PLS Cmops	

INFO. COPY *Trisc*

Attention To.....

File No.

onuc

Leopoldville =

bs 3229 coq 78/77 22 1630 =

coq leo 334 schoellkopf Lauren from tselentis

magistrate boncy received cable from secgeneral minijustice

leo informing about his transfer to eville. please confirm

and advise whether displacement authorized at onuc expense

bbb boncy requests authorization to repatriate wife who completed

six months stay and children presently here under education

grant travel please instruct travel office to release return

portion tickets and authorize their voyage to leo. boncy plans

to leave for leo with family next week +

coll re 3229

bcr leo 94

DELIVERED TO:	
✓	
✓	
✓	✓
✓	
PAGE	

CONFIDENTIAL

23 August, 1963

To: Mr. M. Dorsinville, Officer-in-Charge
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Accountant for temporary service in Luluabourg

...

As requested, I attach a draft reply to Mr. Valdes' memorandum of 6 August regarding the request for an accountant for temporary service in Luluabourg.

In my letter of 2 August to the Minister of Justice, I mentioned Mr. Salafia's visit to Luluabourg and added: "Suivant les résultats de son rapport, nous espérons pouvoir envoyer un deuxième expert à Luluabourg au début de septembre, pour y effectuer le travail demandé par le Parquet".

We can now either inform the Minister that, in our view, any further investigation should be conducted by an independent expert with police protection or let the matter drop without further reference to the Minister. I would recommend the latter course of action, particularly since the Minister's request for the expert was originally solicited by us.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Luluabourg 6th August, 1963.

To : Mr. A. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations Officer, Léopoldville.
From : Jaime Valdes, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.
Subject : Accountant for temporary service in Luluabourg.

Please find enclosed confidential memo. addressed to the Officer-in-Charge relating to the above subject.

As you know the relationship between ONUC Luluabourg and the Provincial Government has been rather tense for the last few months and as I inform Mr. Dorsinville, I feel dangerous for the future of our relationship the interference of an ONUC Expert that would have to investigate and possibly bring to justice through the parquet, high ranking member of the Government.

Of course if your decision is to persue this matter, I will follow your instructions and provide all my help to the appointed expert.

CONFIDENTIAL

Luluabourg 6th August, 1963.

To : His Excellency Mr. M. DORSINVILLE, Officer-in-Charge, Léopoldville.

From : Maime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.

Subject : Accountant for temporary service in Luluabourg.

I have received confidential visit of Mr. A. Salafia, ONUC Expert Accountant, that requested my assistance to study and to confine the needs of one of our experts to be placed at the disposal of the Luluabourg parquet and this, in answer to the request of Mr. E. Packham, Chief of this Mission, in his memo. dated 21 June addressed to Mr. Ahmed.

After long discussions with Mr. Salafia and combined perusal of criminal files in hands of the Luluabourg Parquet, you will receive from Col. Martin the complete report made by Mr. Salafia that I have read in draft and with which I fully concur with.

According to your policy established in LU 141 of 26 July, I feel that the nomination of an ONUC expert to investigate these matters is most dangerous for healthy relations between the Provincial Government and our Office in Luluabourg, and since in none of these case files in my opinion there are no sufficient grounds for positive incrimination a thorough investigation of these cases would place this expert and ONUC in a very delicate position.

In the case of NGAMALUME Félicien accused of criminal activities, that our expert would have to visit in Dimbelange, the life of the ONUC staff member would be in serious danger.

Mr. NGAMALUME would certainly not hesitate and to avoid being investigated, kill or have our expert killed.

For the above reasons and Mr. Salafia's report, I feel my duty to let you know my opinion on this matter.

✓ c.c. Mr. A. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations Officer.

ROUTING SLIP

TO

Mr. Gilpin

210

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Do you know about
this matter?

Please call me

DATE

9/VIII

FROM

Long

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

CONFIDENTIAL

Luluabourg 6th August, 1963.

To : His Excellency Mr. M. DORSTVILLE, Officer-in-Charge, Léopoldville.
From : Jaime Valdès, Acting Chief Civilian Affairs Officer, Luluabourg.
Subject : Accountant for temporary service in Luluabourg.

I have received confidential visit of Mr. A. Salafia, ONUC Expert Accountant, that requested my assistance to study and to confine the needs of one of our experts to be placed at the disposal of the Luluabourg parquet and this, in answer to the request of Mr. E. Packham, Chief of this Mission, in his memo. dated 21 June addressed to Mr. Ahmed. ✓

After long discussions with Mr. Salafia and combined perusal of criminal files in hands of the Luluabourg Parquet, you will receive from Col. Martin the complete report made by Mr. Salafia that I have read in draft and with which I fully concur with.

According to your policy established in LU 141 of 26 July, I feel that the nomination of an ONUC expert to investigate these matters is most dangerous for healthy relations between the Provincial Government and our Office in Luluabourg, and since in none of these case files in my opinion there are ~~no~~ sufficient grounds for positive incrimination a thorough investigation of these cases would place this expert and ONUC in a very delicate position.

In the case of NGAMALUME Félicien accused of criminal activities, that our expert would have to visit in Dimbelenge, the life of the ONUC staff member would be in serious danger.

Mr. NGAMALUME would certainly not hesitate and to avoid being investigated, kill or have our expert killed.

For the above reasons and Mr. Salafia's report, I feel my duty to let you know my opinion on this matter.

c.c. Mr. A. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations Officer.

Mr. Ahmed - 210
2/7

File

50-03

THD/KHM *Id*

FIN. 000. Lulu.

CONFIDENTIAL

6th July, 1963.

To: Miss H.A. Gray,
Chief of Civilian Personnel.

From: T. de Candia,
Chief Finance Officer.

Subject: Administration of justice, Luluabourg.

Reference is made to the correspondence returned herewith, between Mr. Ahmed and Mr. Twigt concerning an official request from the Minister of Justice for the temporary service of an accountant to work with the Luluabourg Parquet.

After careful study of our manning table, we very much regret that at the present time we are unable to release any of our staff for this task.

Tawil

INFO. COPY *Gilpin*

File No.

✓ c.c. Mr. S.H. Ahmed,
Mr. B.T. Twigt.

50-03

DESCRIPTION DE FONCTIONS

AUG 21 1963

giefen

INFO. COPY

Procureur Général :

Le Procureur Général est le chef suprême des Parquets dans le ressort de la Cour d'Appel auprès de laquelle il représente le Ministère Public. Il existe au Congo deux postes de Procureur Général; l'un auprès de la Cour d'Appel de Léopoldville, et l'autre auprès de celle d'Elisabethville.

L'exercice de l'action publique dans toute sa plénitude et devant tous les tribunaux appartient au Procureur Général.

Le Procureur Général surveille les activités de tous les Parquets dans le ressort de la Cour d'Appel, assisté en ceci par des substituts attachés à son Parquet Général, dont le plus haut placé porte le titre d'Avocat Général, ou par des Procureurs d'Etat qui dirigent les Parquets de Première Instance et ont sous leurs ordres des substituts de Procureur d'Etat.

Avocat Général :

L'Avocat Général exerce les mêmes fonctions que le Procureur Général, mais sous sa surveillance et sa direction. Il assure son interim en cas d'absence ou de vacance.

Substitut du Procureur Général :

Le Substitut du Procureur Général exerce les mêmes fonctions que le Procureur Général mais sous sa surveillance et sa direction.

Procureur d'Etat :

Le Procureur d'Etat dirige le parquet de première instance et représente le Ministère Public devant le tribunal de première instance et les tribunaux de district qui relèvent de son ressort. Il est assisté en ceci par des substituts de Procureur d'Etat.

Le premier Substitut du Procureur d'Etat :

Ce magistrat exerce les mêmes fonctions que le Procureur d'Etat, mais sous sa surveillance et sa direction. Il assure

son interim en cas d'absence ou de vacance.

Conseiller de la Cour d'Appel :

Le Conseiller de Cour d'Appel est un magistrat du siège du deuxième degré de juridiction, qui est en l'état actuel de l'organisation judiciaire congolaise - et en attendant la création d'une Cour de Cassation - la plus haute juridiction du pays.

Les Cours d'Appel connaissent en matière pénale, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance, et en premier ressort des infractions dont se rendraient coupables certaines catégories d'inculpés tels que les membres des gouvernements provinciaux et les magistrats de carrière.

En matière civile, les Cours d'Appel connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et des sentences arbitrales. Elles connaissent aussi des prises à partie des magistrats.

Juge de première instance:

Le juge de première instance, est un magistrat du siège du premier degré de juridiction, qui connaît des affaires pénales comportant la peine de mort ou une peine excédant cinq ans de servitude pénale.

En matière civile, les tribunaux de première instance connaissent de tous les litiges dont la valeur dépasse 50.000 francs ou de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de district.

Président de tribunal de première instance:

Le Président remplit les mêmes fonctions que celles décrites ci-haut, et il assume en plus la surveillance de l'ordre interne du tribunal ainsi que la bonne marche de ses services administratifs.

Juge de district:

Le juge de district connaît des litiges civils dont la valeur ne dépasse pas 50.000 francs et des infractions

punissables de moins de cinq ans de servitude pénale.

Juge-président de tribunal de district:

Le juge-président exerce les mêmes fonctions que celles du juge de district, et il surveille en plus l'ordre interne du tribunal et la bonne marche de ses services administratifs.

CIV/OPS/1092

Le Chef des Opérations civiles par intérim présente ses compliments au Ministre des Affaires étrangères de la République du Congo et a l'honneur d'accuser réception de la Note Verbale du 1er août par laquelle le Ministre a bien voulu demander qu'un conseiller juridique soit mis à la disposition de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu afin de seconder cette institution dans ses tâches en matière législative.

Compte tenu de la procédure en vigueur relative à la coordination d'aide étrangère, le Chef des Opérations civiles par intérim serait reconnaissant au Ministre des Affaires étrangères de bien vouloir adresser la requête en question au Bureau de la coordination économique, Cabinet du Premier Ministre, pour examen et pour approbation éventuelle en consultation avec le ministère intéressé.

Le Chef des Opérations civiles par intérim saisit cette occasion pour renouveler au Ministre des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Le 21 Août 1963

Son Excellence
Monsieur Auguste Mabika-Kalanda
Ministre des Affaires étrangères
Gouvernement Central
Léopoldville.



N° 135/ /63.T.-

Ministère des Affaires Etrangères

AUG 10 1963

ACTION

DIRECTION DE L'ASSISTANCE
TECHNIQUE

V/N° Réf :

TO:	<i>M. G. L. S.</i>
1
2
3
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS	

210

Objet :

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville et a l'honneur de lui demander de bien vouloir mettre à la disposition de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu, un conseiller juridique afin de seconder cette institution dans ses multiples tâches en matière législative. Ce conseiller, de préférence, devra être de nationalité suisse.

Le Ministère des Affaires Etrangères remercie Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville de son obligeance et il saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

A MONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS
CIVILES DE L'O.N.U.

A
LEOPOLDVILLE.-

Léopoldville, le

-1. 8. 63



DIRECTION DE L'ASSISTANCE
TECHNIQUE

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville et a l'honneur de lui demander de bien vouloir mettre à la disposition de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu, un conseiller juridique afin de seconder cette institution dans ses multiples tâches en matière législative. Ce conseiller, de préférence, devra être de nationalité suisse.

Le Ministère des Affaires Etrangères remercie Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville de son obligeance et il saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

A MONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS
CIVILES DE L'O.N.U.

A
LEOPOLDVILLE.-

Léopoldville, le

-1 NOV 1963



CIV.OPS./1096/63

Confidentielle

50-03
Léopoldville, le 21 août 1963

A: Monsieur D. Hakim, Procureur d'Etat a.i. à Bukavu

De: A. C. Gilpin, Chef des Opérations civiles a.i.

Objet: Demande de promotion

Relativement à la demande de promotion formulée dans votre lettre du 14 juillet 1963, il vous est rappelé ce qui suit;

- a) Votre grade statutaire est celui de Substitut du Procureur d'Etat (voir votre contrat); c'est bien à ce titre que vous avez été nommé par Ordonnance du Chef d'Etat;
- b) Par mesure provisoire et pour les nécessités du service, le Ministre de la Justice vous a affecté - temporairement - au poste de Procureur d'Etat à Bukavu (voir article 19 de la loi sur l'Organisation judiciaire);
- c) L'Ordonnance ministérielle du 2 juillet 1963 vous désignant pour remplir provisoirement cette fonction, ne peut avoir pour effet d'abroger celle du 14 juillet du Chef de l'Etat;
- d) Pour pouvoir bénéficier d'un réajustement de grade, il faut d'abord une nouvelle Ordonnance du Chef de l'Etat vous nommant à un grade supérieur.

cc: M. Fulcheri

M. Laurent

ROUTING SLIP

TO

R. GILPIN

232

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Sorry for the delay,
but I only received
this today -

It is OK as far as
the substance is,
concerned - Could we
please have copies for the
file -
21/8

G. J. J. J.

DATE

FROM

ROUTING SLIP

TO

Mr. Fulcher

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	<input checked="" type="checkbox"/>	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

Is this O.K.

From your point
of view?

DATE

12/8

FROM

acc

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Projet

Léopoldville, le 16 Août 1963

A : Monsieur D. Hakim, Procureur d'Etat a.i. à Bukavu
DU : Chef des Opérations Civiles
OBJET : Demande de promotion.

1096

Relativement à la demande de promotion formulée dans votre lettre du 14 Juillet 1963, il vous est rappelé ce qui suit :

- a) Votre grade statutaire est celui de Substitut du Procureur d'Etat (voir votre contrat); c'est bien à ce titre que vous avez été nommé par Ordonnance du Chef de l'Etat;
- b) Par mesure provisoire et pour les nécessités du service, le Ministre de la Justice vous a affecté - temporairement - au poste de Procureur d'Etat à Bukavu (voir article 19 de la loi sur l'Organisation judiciaire).
- c) L'Ordonnance ministérielle du 2 Juillet 1963 vous désignant pour remplir provisoirement cette fonction, ne peut avoir pour effet d'abroger celle du 14 Juillet du Chef de l'Etat;
- d) Pour pouvoir bénéficier d'un réajustement de grade, il faut d'abord une nouvelle Ordonnance du Chef de l'Etat vous nommant à un grade supérieur.

cc. M^r Fuleheri

Léopoldville, le 16 Août 1963

A : Monsieur D. Hakim, Procureur d'Etat a.i. à Bukavu
DU : Chef des Opérations Civiles
OBJET : Demande de promotion.

Relativement à la demande de promotion formulée dans votre lettre du 14 Juillet 1963, il vous est rappelé ce qui suit :

- a) Votre grade statutaire est celui de Substitut du Procureur d'Etat (voir votre contrat); c'est bien à ce titre que vous avez été nommé par Ordonnance du Chef de l'Etat;
- b) Par mesure provisoire et pour les nécessités du service, le Ministre de la Justice vous a affecté - temporairement - au poste de Procureur d'Etat à Bukavu (voir article 19 de la loi sur l'Organisation judiciaire).
- c) L'Ordonnance ministérielle du 2 Juillet 1963 vous désignant pour remplir provisoirement cette fonction, ne peut avoir pour effet d'abroger celle du 14 Juillet du Chef de l'Etat;
- d) Pour pouvoir bénéficier d'un réajustement de grade, il faut d'abord une nouvelle Ordonnance du Chef de l'Etat vous nommant à un grade supérieur.

URGENT

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

le 16 août 1963

A: Monsieur A.C. Gilpin, Chef a.i. des Opérations Civiles
DU: Conseiller Juridique Principal
OBJET: Projet de réponse à Monsieur D. Hakim

..... 1. Suite à notre conversation de ce matin, vous est
soumis en annexe le projet de réponse à faire à la lettre
du 14 juillet 1963 de Monsieur D. Hakim relativement à sa
demande de promotion.

2. Comme vous aurez l'occasion de le constater,
ce projet de réponse est basé tant sur le contrat de
M. Hakim avec l'ONU que sur les dispositions de la loi
sur l'organisation judiciaire.

AUG 17 1963

ACTION

TO:	Gilpin
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	- Action Completed
<input type="checkbox"/>	- Acknowledged
<input type="checkbox"/>	- No Action Required
INITIALS	

210

le 16 août 1963

A: Monsieur A.C. Gilpin, Chef a.i. des Opérations Civiles
DU: Conseiller Juridique Principal
OBJET: Projet de réponse à Monsieur D. Hakim

..... 1. Suite à notre conversation de ce matin, vous est
soumis en annexe le projet de réponse à faire à la lettre
du 14 juillet 1963 de Monsieur D. Hakim relativement à sa
demande de promotion.

2. Comme vous aurez l'occasion de le constater,
ce projet de réponse est basé tant sur le contrat de
M. Hakim avec l'ONU que sur les dispositions de la loi
sur l'organisation judiciaire.

10-03

Luluabourg le 14 juillet 1963.

A :Monsieur S.Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles de l'ONOC, Léopoldville.

De :D.Hakim, Procureur d'Etat près du Tribunal de Première Instance à Bukavu.

Subsidiairement à ma lettre du 14 décembre 1962 vous transmise par Mr.D.Kokinopoulos et me référant à votre lettre du 28 décembre 1962 n° Civ. Ops/0467/62, ayant trait, dans le cadre de mon engagement par l'Organisation des Nations Unies a une promotion, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'arrêté ministériel d'Organisation Judiciaire N°42 du 2 juillet 1963, m'a désigné e pour assurer la fonction du Procureur d'Etat a.i. à Bukavu.

J'espère que cet arrêté, promulgué conformément à la législation en vigueur et publié au Moniteur Congolais (Journal Officiel de la République du Congo) sera prise en considération par l'Organisation en vu d'une future promotion.

Veuillez agréer, Mr.le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de ma haute considération.

JUL 22 1963

ACTION

TO:	Gilbert
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Answered
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS	

D.Hakim,
Procureur, Luluabourg.

[Signature]

Civ.Ops/0467/62

Le 28 Décembre 1962

A : M. David Hakim, Substitut du Procureur d'Etat auprès
du Tribunal de 1ère instance de Luluabourg

DE : S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles, Léopoldville

En réponse à votre note du 14 courant à M. D. Kokinopoulos dont j'ai eu communication, je voudrais vous faire savoir que votre affectation au Parquet de 1ère instance pour y exercer les fonctions de 1er Substitut, dans les mêmes conditions d'ailleurs que plusieurs de vos collègues engagés par l'ONU, et nommés par le Gouvernement Congolais, au même rang que vous (Substitut de Procureur d'Etat), ne vous donne pas droit à une promotion, ni dans le cadre de votre engagement par l'Organisation ni dans celui de l'Organisation judiciaire du pays. Une telle promotion dépend, en effet, d'une nouvelle Ordonnance du Chef de l'Etat, promulguée en vertu des règles de la législation locale, relatives à votre statut de magistrat de la République du Congo.

Je tiens, toutefois, à vous féliciter des fonctions supérieures qui vous ont été confiées en raison, sans doute, de vos capacités et vos qualifications, au sujet desquelles j'ai eu déjà le plaisir d'avoir des renseignements en votre faveur.

cc: M. Kokinopoulos

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

File
CONFIDENTIAL

13 August 1963

TO: Mr. A.C. Gilpin, Acting Chief of Civilian Operations
FROM: Gualtiero Fulcheri, Deputy Chief of Civilian Personnel
SUBJECT: Judicature

g fulcheri

1. Thank you for passing on to us Mr. S. Laurent's memorandum of 22 July 1963 relating to the points raised in our memorandum of 11 July 1963 to Mr. S. Habib Ahmed.

2. It is unfortunate that Mr. Laurent felt the intention of this memorandum was to criticize the manner in which he is discharging his responsibilities. It was not. Rather, the memorandum was intended to act as a basis for discussion and, accordingly, summarized the position of various matters. I am sorry if the candid way in which it was worded disturbed Mr. Laurent.

3. I would suggest that there is an urgent need to sit down together and discuss in a frank atmosphere existing misunderstandings, and to find solutions for pending matters. To this end, I again suggest that a meeting be called with Mr. Laurent, Mr. Mehirsí and yourself at the first opportunity. For our part, we should like to discuss the following:

- (a) Recruitment
- (b) New arrivals - briefing and procedure
- (c) Leave of magistrates and related procedures
- (d) Sick leave
- (e) Lines of communication
- (f) Movement of magistrates between Leopoldville and the Provinces

4. May I please be advised when such a meeting might be convened.

*Discussed with
Laurent &
Mehirsí. / Fulcheri / Tiscuzzi
25/9.*

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 13 Août 1963

AU : Chef des Opérations Civiles
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Statut de recrutement de l'expert Henri Fays.

1- Monsieur Henri Fays a été proposé au Ministère de la Justice au titre de juge de première instance, et accepté comme tel.

2. Il convient de rappeler ici que Monsieur Fays peut être affecté au poste de juge-président d'un tribunal de district, grade qui équivaut à celui de juge de tribunal de première instance.

AUG 14 1963

ACTION

TO:	G. J. Fays
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input checked="" type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS	my

cc: Mr. le Chef du Personnel Civil

Cable

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

FILE

INDICATE
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	X	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----------------------	---	----------------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

PRIORITY

→ 50-03

N R

(Address es)

ONUC
LULUABOURG

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

VALDES FROM GILPIN.

PLEASE CONVEY FOLLOWING MESSAGE TO PROCURE QUOTE DE VERSAVEL A
PROCURE DE SEHEUT STOP POURRIEZ-VOUS EMPECHER DEPART DE KAMBALA
ANDRE ET WANTETE DAVID QUI DEVRAIENT PARTIR DEMAIN MATIN 14
COURANT POUR KAMBOTE STOP SOIR STOP LES PREVENIR AINSI QUE
DOMBI CELESTIN DE NE PAS QUITTER LULUABOURG AVANT MON RETOUR
PREVU POUR CE JEUDI STOP MERCI VERSAVEL FULLSTOP UNQUOTE

(Cable sent 13/8 at 6.20 p.m.)

C. 81471

T. O. R.

BY:

Drafted by : Signed: A.C.Gilpin

Authorized

Date : 13 Aug 1963

T. O. D.

Aug 14 1963

INFO. COPY *Gilpin 210*

50-23

Action To.....

File No.

le 12 août 1963

A: Monsieur G. Fulcheri, Chef adjoint du Bureau
du Personnel

DU: Conseiller Juridique Principal

OBJET: Congé de Messieurs Saad Takla et D. Hakim

1. Dès réception des télégrammes de Messieurs Takla, juge-président du tribunal de district d'Albertville, et D. Hakim, procureur d'Etat a.i. à Bukavu, réclamant, le premier l'autorisation de voyager à Léopoldville, le second son congé annuel, le Conseiller Juridique Principal s'est empressé d'en faire la transmission, pour décision, à Monsieur le Président de la Cour d'Appel et au Procureur Général qui sont les seuls habilités à accorder et les autorisations de déplacement et le congé annuel aux juges et magistrats, le Conseiller Juridique n'intervenant que pour les modalités d'application du régime des congés et des déplacements fixés dans les règlements de l'ONU.

2. Monsieur le Procureur Général a informé, ce matin, le Conseiller Juridique Principal, avoir refusé, quant à présent, son congé annuel au Magistrat Hakim, pour la raison que ce dernier a été désigné, il y a à peine huit jours, pour diriger le Parquet de Bukavu en remplacement du Magistrat Rouchdy appelé à d'autres fonctions, et qu'il lui faut d'abord se familiariser avec les affaires et la marche de cet important service judiciaire.

3. Monsieur le Président de la Cour d'Appel n'a pas encore fait parvenir au Conseiller Juridique Principal sa réponse à la demande formulée par le juge Takla. Copie du télégramme lui a été expédiée pour rappel.

cc: Chef des Opérations civiles ✓

File
88

50-03

Le 12 Août 1963

A : Monsieur Saad Renno, Juge au Tribunal de District de
Léopoldville

DE : E. Séjour Laurent, Conseiller juridique Principal

OBJET : Vol d'Objets personnels.

Je vous accuse réception de votre lettre du 4
courant à laquelle vous avez annexé la photo-copie du procès-
verbal No 132/BVF, dressé à l'occasion du vol de vos objets
personnels lors de votre mission au Parquet de Boma, la liste
des dits objets et votre requête.

Vous avez profité pour me demander d'en informer
le département compétent de l'ONUC, à fin de remboursement en
totalité ou en partie, du montant des objets volés restés
jusqu'ici introuvables.

Je vous invite à adresser directement votre récla-
mation au Service intéressé de l'ONUC, la question n'étant pas
de ma compétence.

cc: ✓ Chef des Opérations civiles

AUG 13 1963

INFO. COPY

Triscassi 242

Relon To.....
No.

50-03

UNATIONS
NEW YORK

UNUC _____ FIELDSEV FROM SEWARD. YOUR 5009. PLEASE ADVISE STATUS
RECRUITMENT HENRY FAYS.

INFO. COPY

Mr. Gilpin 210

cc: Mr. A.C. Gilpin
Mr. S. Laurent

Action To.....

File No.

AB/jp

A. Buccianti
G. Fulcheri
C. Seward
10.8.63.

ref

⇒ 50-03

Mr. Gilpin

The Bureau of Economic Coordination is requesting technical assistance for the Provincial Ministry charged with the land registration of L'Uele. Since this probably falls within the realm of judicature and legal problems, you may wish to take action.

9.8.63

James R. Brooks

long

→ 50-03

CIV.OPS./1017/63

Confidential

9 August, 1963

To: Mr. J. Schoellkopf, Chief, Civilian Personnel
From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Mr. Séjour Laurent

...

I attach copy of a memorandum dated 6 August from Mr. Séjour Laurent, requesting his reclassification from P-4/V to P-6/II, in view of his increased responsibilities since he became Principal Adviser for Judiciary in May 1963.

I understand that most of our principal advisers occupy posts of P-6 or P-7, and I support Mr. Laurent's request for promotion. However, since a promotion of two grades is unusual in UN practice, I would suggest that the matter be referred to New York for a decision in the light of Mr. Laurent's responsibilities and qualifications.

cc: Mr. Gorgé (with att.)

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

1e 6 août 1963

A: Monsieur le Chef des Opérations Civiles

DU: Conseiller Juridique Principal

OBJET: Réajustement de grade statutaire

1. A la date du 2 mai 1963, Monsieur S. Habib Ahmed fit part, par circulaire, à tous les Chefs de Section de l'ONUC de la nomination de M. Séjour Laurent comme Senior Consultant et Conseiller Juridique Principal pour la Magistrature, chargé à ce titre de la liaison entre le Ministère de la Justice et l'ONUC.

2. A la même date, le nouveau Senior Consultant et Conseiller Juridique Principal prit service.

3. Le 2 août 1963 marque le troisième mois de service du nouveau Senior Consultant et Conseiller Juridique Principal.

4. A cette occasion, Monsieur le Chef des Opérations Civiles est prié de bien vouloir réajuster le statut du nouveau Senior Consultant et Conseiller Juridique Principal, et le faire passer au grade prévu au Projet : Judicial Officers, n° 39-50-03, lequel grade correspond au Level P-6/II.

AUG 7 1963

ACTION

TO: *Giepin 210*

1	TO
2	INFO
3	FILE
4	INDEX
5	SEARCHED
6	SERIALIZED
7	FILED
8	RECEIVED
9	DATE
10	TIME

Completed
Noted
Action Required

File 88

INFO. COPY *Triclausi 242*

→ 50-53

Action To.....
File No.



Le 9 Août 1963

A : Mr. D. Fulcheri, Deputy Chief of Civilian Personnel
DU : Conseiller Juridique Principal
OBJET : Logement fourni aux Magistrats par le Gouvernement.

1 - Dès réception de la circulaire du 9 Juillet 1963, une enquête a été ouverte en vue d'obtenir des renseignements précis sur l'objet en marge.

2 - Dès que tous les renseignements lui parviendront, le Conseiller Juridique Principal se fera le devoir de les transmettre à la Section du Personnel Civil de l'ONUC.

e.c. Chef de Section Civils

50-03
CIV0006/001/63

8 August, 1963.

TO: Mr. E. Laurent, Senior Consultant, Judiciary
FROM: A.C. Gilpin, Acting Chief of Civilian Operations
SUBJECT: Mr. Ibrahim Abdel Fatah El Yacil - Candidate for
post of "Substitut du Procureur d'Etat"

In June 1963, Mr. Camil Hourri Badr handed the enclosed Personal History form of Mr. El Yacil to the GUC Personnel Section with the request that the necessary enquiries be made by Hq. RV. in respect of this candidate.

We have now received the attached interview report on Mr. El Yacil from which you will note that he seems to be highly qualified for the post of "Substitut du Procureur d'Etat". Please be advised that Mr. Badr is in possession of Mr. El Yacil's credentials.

Your early comments on this candidature would be most appreciated.

cc: Mr. C. Fulcheri
Mr. Tricciuzzi

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 8 Août 1963

Legg
pl. investigation

A : Monsieur le Chef des Opérations Civiles

DU : Conseiller Juridique Principal, telephone 3191 Ext 3.

OBJET : Erreur dans l'expédition d'un pli.

[Signature]

1 - Il a été expédié, via le bureau postal de l'ONUC, un pli avec la mention "URGENT" all'adresse de : Mr. S. Laurent, Senior Consultant, Judiciary.

2 - Reçu le Vendredi 9 Août à 1215heures, le pli a été trouvé vide, l'expéditeur ayant sans doute omis d'y placer la note destinée à Mr. Laurent.

3 - Avis de l'erreur est donné en vue de réparation éventuelle.

cc: Miss Nancy A. Gray, Chef du Personnel Civil
Mr. le Chef du Service de Transport
Mr. le Chef du Service "Accommodation"
Mr. le Chef de la Section Economique et de Coordination

AUG 10 1963

ACTION

TO: *Gilpin*

<input type="checkbox"/>	Completed
<input type="checkbox"/>	Advised
<input type="checkbox"/>	No Action Required

→ 50-03

Mr. Johnson

CIVOPS/951/63

8 August, 1963.

TO: Mr. S. Laurent, Senior Consultant, Judiciary
FROM: A.C. Gilpin, Acting Chief of Civilian Operations
SUBJECT: Mr. Ibrahim Abdel Fatah El Tawil - Candidate for
post of "Substitut du Procureur d'Etat"

.....
In June 1963, Mr. Gamal Houry Badr handed the enclosed Personal History form of Mr. El Tawil to the UNOC Personnel Section with the request that the necessary enquiries be made by Hq. NY. in respect of this candidate.

.....
We have now received the attached interview report on Mr. El Tawil from which you will note that he seems to be highly qualified for the post of "Substitut du Procureur d'Etat". Please be advised that Mr. Badr is in possession of Mr. El Tawil's credentials.

Your early comments on this candidature would be most appreciated.

cc: Mr. C. Fulcheri
Mr. Trisciuzzi



N° 135/

4397

/63.T.-

50.03
7-110/2
G. L. P. M.

Ministère des Affaires Etrangères

AUG 10 1963

G. L. P. M.

DIRECTION DE L'ASSISTANCE
TECHNIQUE

ACTION

TO:	
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/> - J. L. P. M.	
<input type="checkbox"/> - A. L. P. M.	
<input type="checkbox"/> - E. L. P. M.	
IN	

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville et a l'honneur de lui demander de bien vouloir mettre à la disposition de l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu, un conseiller juridique afin de seconder cette institution dans ses multiples tâches en matière législative. Ce conseiller, de préférence, devra être de nationalité suisse.

Le Ministère des Affaires Etrangères remercie Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONU à Léopoldville de son obligeance et il saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le

-1 Aug 1963

A MONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS
CIVILES DE L'O.N.U.
A
LEOPOLDVILLE.-

Not work for accountant

— really ^{need for} investigator,
attached to Tribunal.

L-104/63

50-03
T 100 164-61
3 August 1963

To: Mr. Godfrey K. J. Amachree
Under-Secretary in charge of Congo Civilian Operations

From: A. C. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations

Subject: Programme and Budget 1964/65

... Attached please find five copies of each of the following documents, which complete the Programme and Budget for 1964/65:

Project	50-03	-	Judiciary
"	40-10	-	Public Health Service
"	40-09	-	Advisory Health Services and Training
"	20-11	-	Erratum

I am also sending, under separate cover, five bound volumes of the complete programme, as requested in Mr. Ahmed's cable.

CC/ Mr. Laurent
Mr. Schoellkopf
Mr. Valdes, Luluabourg
Mr. Cederwall (with att't)
Th. Cary. Seward

CIV.OPS./969./63

50-03

Léopoldville, le 2 août 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre réf. 1010/63 E.42/110 du 27 juin nous demandant de mettre à la disposition du Parquet de Luluabourg, à titre temporaire, un de nos comptables qui se chargera d'y effectuer certaines investigations.

J'ai le plaisir de vous informer qu'un de nos experts comptables, M. Antonio Salafia, se trouve déjà à Luluabourg où il étudie le volume de travail à faire et le temps qu'il faudra pour l'effectuer. Suivant les résultats de son rapport, nous espérons pouvoir envoyer un deuxième expert à Luluabourg au début de septembre, pour y effectuer le travail demandé par le Parquet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

A. G. Gilpin
Chef des Opérations civiles a.i.

Son Excellence
Monsieur J. Bomboko
Ministre de la Justice et Garde des Sceaux
Léopoldville.

50-03
CIV.OPS./969/63
50-03

2 August, 1963

To: Mr. G. Cederwall, Public Finance Controller
From: A. G. Gilpin, Acting Chief, Civilian Operations
Subject: Accountant for temporary service in Lulusabourg

... With reference to our recent conversation about the need of the Parquet in Lulusabourg for the services of an accountant to undertake certain investigations, I attach copies of the relevant exchange of letters between the Minister of Justice and myself, dated 27 June and 2 August, respectively. You will note that the Minister refers to collaboration between our expert and a specialist of the Ministry of Finance. I am not sure if the Minister of Justice has discussed this with the Minister of Finance, and I bring it to your attention in case you feel any action is required on your part.

cc: Mr. Laurent
Mr. Valdes, Lulu